

Les « valeurs » de leur République

On ne peut entendre un politicien républicain s'exprimer, à l'occasion ou à l'autre, sans faire référence à cette expression qui fait taire toutes les contestations, toutes les controverses : « les valeurs de la République ». Quand ce brave politicien a prononcé ces mots, on est tout à coup propulsé dans le temple républicain où règne le culte avant-gardiste du messianisme idéologique moderno-progressiste ; la vérité indépassable que vient de prononcer l'oracle : il ne reste plus qu'à s'incliner et se soumettre.

Je me suis souvent posé la question de savoir la tête que feraient les adeptes du spectre républicain si on venait à leur demander d'énumérer à brûle-pourpoint ces fameuses valeurs républicaines. Et les définir. Ce sont surtout, le plus souvent, des incantations qu'ils ânonnent béatement, des scories idéologiques creuses, hors du réel et de la vie concrète, dans lesquels chacun y met ce qu'il veut y trouver, comme l'inévitable « vivre-ensemble », sauf qu'on empêchera jamais des gens — les adeptes du vivre-ensemble les premiers — de refuser de vivre avec d'autres gens avec lesquels ils n'ont justement pas envie de vivre, de vivre autrement que dans leur entre-soi.

Ils se veulent des esprits ouverts, tolérants, fraternels, humains, tout pénétrés de l'esprit des Lumières. Et pourtant les politiciens républicains ne cessent de conduire la France au chaos. Ils l'entraînent à sa disparition par obsolescence, et passent leur temps à discréditer la présence nationale légitime, c'est-à-dire le Français de souche, alors qu'ils sont le plus souvent Français de souche eux-mêmes (enfin de moins en moins) et en ont honte.

Je vais essayer de faire un effort de pédagogie dans leur sens, donner ma version de ces antiennes qu'ils invoquent à tout bout de champ, les « valeurs de la République », tels que je les interprète... à ma façon et à titre personnel, bien sûr.

Oublions d'emblées les théories socialistes ou communistes, des plus porteuses de violence et de mort comme le marxisme, aux plus délirantes come les utopies : il en existe des kilomètres de rayonnages, voire des bibliothèques entières : des tonnes de papier pour dissiper le vent mauvais. Venons-en aux grands principes.

La **laïcité** est le saint nom qui résume à lui seul les « Valeurs de la République » et leur donne leur véritable brillant religieux et sectaire. Seulement il y a un hic ! Que faut-il entendre par laïcité ? La laïcité qui signifie neutralité ? Ou celle, au contraire, qui porte ces fameuses « valeurs » ? Sur le plan général, la laïcité exprime un matérialisme absolu, rejetant toute morale fondée sur la loi naturelle, ainsi que toute forme de spiritualité et transcendance faisant appel à un ordre surnaturel supérieur qu'exprime la foi chrétienne.

Les **droits de l'homme**, comprenons : les droits du Sous-Homme déifié, de l'Homme dévirilisé, déresponsabilisé, docilisé, infantilisé, castré, bêtifié, décérébré, zombifié, hors-solisé, ectoplasmifié, un consommateur boulimique au cerveau sclérosé réduit à la gestion de son tractus gastro-intestinal. Bref, l'**Homme nouveau du Nouvel Ordre Mondial** (1).

La **démocratie**, comprenons : la démocratie imposée **au nom du peuple** ; jamais la démocratie **selon le peuple**. Une démocratie imposée au nom du peuple n'est pas la démocratie. Le comble, ils ignorent, ils bafouent ce qu'ils ont eux-mêmes institué : le principe fondamental de la Constitution : « **La république est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple** » ; détourné de son sens initial, il faut le comprendre ainsi : « **La république est le gouvernement des oligarchies politico-bancaires, par les oligarchies politico-bancaires, et pour compte des oligarchies politico-bancaires.** »

La **devise républicaine** se déclinant ainsi :

a) **La liberté** mais sans la responsabilité ; ou selon Saint-Just, le double de Robespierre : **pas de liberté pour les ennemis de la liberté** ; autrement dit pas de liberté pour toi, si tu ne penses pas ce que **je pense moi, Saint-Just** ; car si tu ne penses pas ce que **je pense moi, Saint-Just**, tu es un homme mort (d'où la loi des suspects et la guillotine).

b) **L'égalité** : le nivellement par le bas, l'égalitarisme rouleau compresseur, araser, raboter, aplatir, écrabouiller tout ce qui dépasse, tout ce qui s'élève et qui est (très) au-dessus d'eux, mettre les aigles et les colibris dans la même cage comme dit Victor Hugo (il le disait à propos du communisme, on y revient), promouvoir les médiocres et les imbéciles pour leur donner le sentiment d'exister et d'être quelqu'un qui compte : l'égalité pour tous, sauf pour les égalitaristes qui égalisent : on ne peut pas être à la fois dans la cabine du tracteur qui égalise et sous les rouleaux qui compressent et oppressent ; les républicains prônent l'égalité à tout va au nom de la république, mais, dans les faits, ils s'estiment détenir un droit légitime supérieur d'inégalité sur les égalisés.

c) **La Fraternité** : entre copains, coquins, faquins, requins, entre gens qui se tiennent par la barbichette, entre initiés comploteurs (le complotiste est celui qui dénonce les comploteurs), entre frères Trois-points, entre pêcheurs en eau trouble et gibier de potence, entre profiteurs de la Gueuse, entre profiteurs de toutes les bonnes occasions que procure la vache-à-lait France, entre les satrapes du vivre-ensemble et de l'entre-soi républicain, à l'exclusion de tous ceux qui payent (parfois de leur chair) mais sont interdits de festin.

Le républicain, qu'il soit de droite ou de gauche, a une caractéristique essentielle : il a tous les droits, la notion de **devoir** étant une idée folle et bannie qui ne remonte pas jusqu'à son cerveau ; ces droits lui sont garantis au nom des valeurs de la république. Les devoirs, c'est pour les godichons du privé qui payent des impôts sur la valeur ajoutée qu'ils créent. Et si par hasard on n'est pas d'accord avec les valeurs républicaines ? Eh bien, sachez que si vous n'êtes pas d'accord avec les valeurs républicaines, vous n'aurez qu'un droit et un seul résumé en quatre points : **travail, consomme, paye et tais-toi !** La vraie devise de la République.

Ajoutons à cela les grands mots comme humanisme, universalisme cosmopolitisme, mondialisme, etc., l'idéologie de l'Autre ou au « altruisme », à ne pas confondre avec le véritable altruisme.

1. Les droits de l'homme, auxquels font sans cesse référence les républicains, font aussi partie de ses incantations idéologiques qu'ils invoquent à tout bout de champ, sans même en connaître le contenu, probablement sans rien n'y comprendre, et sans même s'apercevoir que dans les trente articles de la Déclaration Onusienne (1948), le mot « droit » est répété 62 fois, tandis que l'on découvre en fin de lecture le mot « devoir » signalé une fois, comme pour dire qu'on en a parlé... Une déclaration à caractère universel offrant tous les droits au nouveau dieu de l'humanité qualifié « HOMME », et n'exigeant de lui aucun devoir en retour, aucune prise de responsabilité, aucun engagement personnel fondé sur son libre arbitre qui n'est pas reconnu. Il y a là une grave lacune intellectuelle qui fait douter de l'équilibre mental des auteurs de cette Déclaration. C'est simple : aucune déclaration de droits (subjectifs) ne devrait être proclamée sans énoncer en même temps les devoirs (objectifs) qui vont avec. En fait, il apparaît clairement dans les déclarations officielles que certains droits sont contradictoires avec les devoirs : d'où l'exclusion du mot « devoir ».

Puisque la République revendique ses propres « fausses valeurs », il convient de se demander à notre tour quelles sont les valeurs, les « contre-valeurs », que porte la droite authentique, celle qu'on appelle aussi l'extrême droite ; des valeurs impliquant préalablement la négation de la République, et pouvant se résumer là aussi par un mot : nationalisme. Pas besoin de théoriser, de démonstrations abracadabrantesques, de concepts fuligineux, d'abstractions délirantes ; que du concret, du tangible, du réel :

Le respect de l'ordre naturel, la responsabilité individuelle (pas de liberté sans responsabilité, pas de responsabilité sans sanction positive ou négative), le sens de

l'initiative, l'amour du beau, du vrai, du juste (qui ne s'arrête pas à la seule égalité mais induit la proportionnalité, d'où il appert que ce qui est juste n'est pas nécessairement égal et que ce qui est égal n'est pas nécessairement juste), la conscience du devoir, de son libre arbitre (volonté de se déterminer entre le bien et le mal, agir en conséquence), un sens civique développé conduisant à servir le bien commun et non à se servir, l'amour de son pays, de sa patrie, le respect de la famille, de ses ancêtres, de ses racines, de sa foi catholique pour les croyants, le respect d'autrui qui commence par le respect de soi (et s'oppose à la haine de soi ou autophobie typique de la mentalité de gauche), puis toutes les vertus qui caractérisent l'homme d'honneur : le courage, la dignité, l'honnêteté, le mérite, le désintéressement, la sobriété, le respect de la parole donnée, la loyauté, la fidélité...

*

Mais quel est donc le but de la République ?

Le but de la République, imposée unilatéralement en France dans la violence dès son avènement en 1792 sous la Révolution française (les révolutionnaires, toutes tendances confondues n'ont jamais représenté qu'entre 15 et 20% de la population française), est de manière claire et évidente, après le renversement de l'Ancien Régime monarchique, la destruction de la nation française, de la famille, de la religion catholique. D'origine judéo-protestante maçonnique comme nous l'avons vu, ce système, typiquement anglo-saxon a été également imposé à tous les pays du monde, y compris les anciennes monarchies dites constitutionnelles qui subsistent encore, à l'exception de nos jours des monarchies islamiques pétrolières, créées artificiellement par les Anglo-américains pour contrôler les riches gisements pétroliers du Moyen-Orient.

La République est basée sur une dilution de l'unité nationale ou division partitocratique imposée par le biais des idéologies que sont le socialisme, le communisme, le libéralisme et leurs avatars (extrême gauche, écologie politique, « wokisme », etc.) clairement soutenues et contrôlées aujourd'hui par les oligarchies financières mondialistes ; fausses oppositions, fausses alternances, fausse légitimité, cristallisant et énervant les citoyens autour de conflits idéologiques artificiels destinés à entretenir la division au sein du peuple et à l'affaiblir, voire à l'abrutir. Les républiques, véritables armes de destruction massive aux mains des ennemis de l'humanité, ont pour but de faire régner le chaos afin d'aboutir à la destruction de nos vénérables nations chrétiennes d'Europe, de préparer leur dissolution au sein du Nouvel Ordre Mondial et ainsi assurer le triomphe politico-bancaire de la dictature universelle.

Contrairement à ce que l'on entend rabâcher à longueur de temps, la république n'a rien à voir avec la démocratie. Il est important de ne pas confondre république et démocratie, termes totalement antithétiques. La représentation dite nationale — principalement les députés — est une imposture (parmi d'autres !) dont la fonction est moins de représenter les électeurs que de détourner la soi-disant « représentation nationale » pour faire passer dans le peuple la volonté des oligarchies mondialistes. Cette pseudo représentation du « peuple » agit au nom d'idéologies purement artificielles, non pas du bas vers le haut comme cela devrait être, mais du haut vers le bas pour le compte des oligarchies dominantes.

On peut le constater à leur féroce opposition au principe de démocratie directe et à leur haine des mouvements patriotiques ou nationalistes, allant même jusqu'à les harceler judiciairement ou jeter leurs leaders en prison, à défaut de les éliminer physiquement... Pour l'instant !

Il est important d'avoir à l'esprit que la République n'est pas la France ; elle n'est pas la nation non plus ; on remarquera cette chose étrange — mais pas si étrange quand on connaît les dessous — que les républicains parlent de la République comme d'un pays imaginaire, et n'emploient jamais ou rarement le mot « France », la veille des élections, que par nécessité, comme ils parlent de concitoyens, jamais de compatriotes...

Plus que jamais la démocratie directe s'impose en tant que système politique socle fondamental, ou il faudra admettre la fin de la France en tant que nation historique indépendante et souveraine, et admettre également que le « peuple libre », sens strict du nom « France », n'est plus qu'un peuple esclave soumis à la domination mondiale du Veau d'Or.
